



**PRÉFET  
DE LOT-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial

Unité bi-départementale de la DREAL Nouvelle-Aquitaine

**Arrêté préfectoral N° 47-2026-04-24-00002**

portant enregistrement pour l'exploitation d'une installation de production de spécialités culinaires à partir de produits d'origines animale et végétale sur la commune de Sainte-Colombe-en-Bruilhois en application de l'article L.512-7 du Code de l'environnement

de la société MAISON BRIAU,  
dont le siège social est situé à Sainte-Colombe-en-Bruilhois

Le Préfet de Lot-et-Garonne  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier des Palmes académiques

**Vu** Le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7 et R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

**Vu** L'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

**Vu** L'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** L'arrêté ministériel du 23 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** L'arrêté ministériel du 10 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 du bassin Adour-Garonne ;

**Vu** L'arrêté inter-préfectoral du 21 juillet 2020 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux Vallée de la Garonne ;

**Vu** L'arrêté ministériel du 2 mars 2023 relatif au plan national de prévention des déchets 2021-2027 ;

**Vu** L'adoption du plan régional de prévention et de gestion des déchets de Nouvelle Aquitaine par délibération du 21 octobre 2019 de l'assemblée plénière du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine ;

**Vu** Le plan local d'urbanisme intercommunal de l'Agglomération d'Agen approuvé par délibération du 22 juin 2017 ;

**Vu** La demande présentée en date du 12 août 2024 et complétée en date du 15 septembre 2025 par la société MAISON BRIAU (SIRET n° 403 798 838 00039) dont le siège social est situé 1370 Allée de la Seynes, Sainte-Colombe-en-Bruilhois (47 310), pour l'enregistrement d'une installation de production de spécialités culinaires à partir de produits d'origines animale et végétale (rubriques n° 2220-2-a et 2221-1 de

la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de Sainte-Colombe-en-Bruilhois et pour l'aménagement de prescriptions générales des arrêtés ministériels applicables au régime de l'enregistrement ;

**Vu** Le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés ;

**Vu** L'autorisation de déversement du 28 mars 2022 autorisant l'établissement MAISON BRIAU à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues d'une activité agro-alimentaire, dans la STEP de BRAX ;

**Vu** L'avis du service départemental d'incendie et de secours de Lot-et-Garonne (SDIS47) portant sur les aménagements sollicités par le pétitionnaire et les mesures compensatoires proposées et reçu par courriel le 18 juillet 2025 ;

**Vu** La déclaration initiale du 4 juin 2021, ayant donné lieu à la preuve de dépôt n°A-1-MLAR9PYD, et couvrant les rubriques 2220 et 2221 de la nomenclature des installations classées pour des installations de préparation de produits alimentaires d'origine végétale et d'origine animale, objets de la demande d'enregistrement susvisée ;

**Vu** L'arrêté préfectoral n°47-2025-11-07-00001 du 7 novembre 2025 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

**Vu** Les observations du public recueillies entre le 21 novembre 2025 et le 19 décembre 2025 dates incluses ;

**Vu** L'absence d'avis du maire de la commune de Sainte-Colombe-en-Bruilhois sur la proposition d'usage futur du site ;

**Vu** Le rapport du 04 mars 2026 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** La communication au pétitionnaire du rapport et des propositions de l'inspection des installations classées susvisé, par courriel du 04 mars 2026 ;

**Vu** La réponse du pétitionnaire par courriel du 06 mars 2026 ;

**Vu** L'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 16/04/2026 ;

**Vu** le décret du 17 décembre 2025 portant nomination de M. Bruno ANDRÉ en qualité de préfet de Lot-et-Garonne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 27 mars 2026 donnant délégation de signature à M. Cédric BOUET, secrétaire général de la Préfecture de Lot-et-Garonne ;

**Considérant** que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que les demandes, exprimées par la société MAISON BRIAU, d'aménagements des prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés du 14 décembre 2013 modifié (articles 11.1.2, 11.2 et 13.1) et du 23 mars 2012 (articles 11.2 et 13.1) ne remettent pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions visées au Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté ;

**Considérant** que le service départemental d'incendie et de secours de Lot-et-Garonne (SDIS47) émet un avis favorable aux différentes demandes de dérogation portant sur les dispositions constructives ;

**Considérant** que les circonstances locales, et notamment les mesures de lutte contre l'incendie, nécessitent les prescriptions particulières visées au Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté pour la protection des intérêts listés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, en particulier l'article 2.2.1 ;

**Considérant** que la demande précise que le site sera, en fin d'exploitation, restitué dans son état initial et dévolu à une activité conforme au document d'urbanisme en vigueur ;

**Considérant** que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 susvisée, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux et compte tenu des engagements précités, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

**Considérant** en particulier que

- la localisation du projet sur le Technopole Agen Garonne,
- la collecte et la redirection des eaux pluviales vers un séparateur à hydrocarbures avant rejet au réseau de collecte des eaux pluviales du Technopole Agen Garonne,
- le prétraitement de l'ensemble des eaux industrielles usées avant leurs rejets vers la station d'épuration de la commune de Brax,
- et l'alimentation exclusive du site en eau potable par le réseau public, à hauteur de 650 m<sup>3</sup> par jour et destinée au refroidissement des machines, au lavage des outils et des ateliers et au process,

ne justifient pas le basculement de la demande d'enregistrement en procédure d'autorisation environnementale ;

**Considérant** en particulier l'absence des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, installations, ouvrages ou travaux existants et/ou approuvés dans cette zone ;

**Considérant** par ailleurs que l'importance des aménagements sollicités par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'enregistrement par rapport aux prescriptions générales applicables ne justifie pas de demander un dossier complet d'autorisation ;

**Considérant** en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

**Sur proposition de** Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Lot-et-Garonne ;

## ARRÊTE

---

### TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

---

#### CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

##### **ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION**

Les installations de la société MAISON BRIAU, représentée par M. Yann MAUS, dont le siège social est situé 1370 Allée de la Seynes, Sainte-Colombe-en-Bruilhois (47 310), faisant l'objet de la demande susvisée du 12 août 2024, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de Sainte-Colombe-en-Bruilhois, à l'adresse 1370 Allée de la Seynes. Les parcelles d'implantation sont détaillées au tableau de l'article 1.2.2 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du Code de l'environnement).



## ARTICLE 1.1.2. DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

La demande vise à l'enregistrement des installations de préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale et de préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, classées respectivement sous les numéros 2220-2-a et 2221-1.

## CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Éléments caractéristiques / Volume	Régime
2220-2-a	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, fermentation, etc., à l'exclusion des activités classées par ailleurs et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes. La quantité de produits entrants étant : 2. Autres installations a) Supérieure à 10 t/j	Quantité de matières premières végétales entrantes : <b>42 tonnes/jour</b>	E
2221-1	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, et des activités classées par ailleurs. La quantité de produits entrants étant : 1. Supérieure à 4 t/j	Quantité de matières premières animales entrantes : <b>18 tonnes/jour</b>	E

Régime : E (enregistrement)

Parallèlement, le pétitionnaire dispose déjà d'un dossier de déclaration au titre des rubriques :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Éléments caractéristiques / Volume	Régime
1511-2	Entrepôts exclusivement frigorifiques. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup>	Volume stocké : <b>6 045 m<sup>3</sup></b>	DC
2661-1-c	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j	Quantité traitée : <b>2,5 tonnes/jour</b>	D

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Éléments caractéristiques / Volume	Régime
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Puissance thermique nominale totale : <b>2,7 MW</b>	DC
4735-1-b	Ammoniac. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t	Quantité présente dans l'installation : <b>230 kg</b>	DC

Régime : D (déclaration) ; DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du Code de l'environnement)

#### ARTICLE 1.2.2. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU (IOTA)

Rubrique	Installations et activités concernées	Installations ou activités correspondante	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2) Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	L'emprise des installations représente une superficie de <b>5,9 ha.</b> Les installations n'interceptent pas d'écoulements en dehors de l'emprise des infrastructures.	D

Régime : D (déclaration)

#### ARTICLE 1.2.3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Lieu-dit	Section	Parcelles	Surface (ha a ca)	Projet (ha a ca)
Sainte-Colombe-en-		ZE	535	00 07 89	00 07 89
			538	00 21 50	00 21 50

Bruilhois			540	00 21 04	00 21 04
			542	01 81 71	01 81 71
			545	00 03 55	00 03 55
			547	03 41 09	03 41 09
			550	00 01 51	00 01 51
			552	00 05 75	00 05 75
			555	00 00 21	00 00 21
			557	00 06 80	00 06 80
			TOTAL	05 91 05	05 91 05

Les installations mentionnées aux articles 1.2.1 et 1.2.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT**

#### **ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 12 août 2024 et complété en date du 15 septembre 2025.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables, aménagées et renforcées par le présent arrêté suivant les dispositions du Titre 2.

### **CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

#### **ARTICLE 1.4.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage industriel.

### **CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

#### **ARTICLE 1.5.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel de prescriptions générales (article L. 512-7 du Code de l'environnement) du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel de prescriptions générales (article L. 512-7 du Code de l'environnement) du 23 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

#### **ARTICLE 1.5.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS**

En référence à la demande de l'exploitant (article R.512-46-5 du Code de l'environnement), les prescriptions des articles :

- 11.1.2 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013,
- 11.2 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013,
- 13.1.II de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013,
- 11.2 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 23 mars 2012,
- 13.1 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 23 mars 2012.

sont aménagées suivant les dispositions du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

#### **ARTICLE 1.5.3. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS**

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

## TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

### CHAPITRE 2.1. AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

#### **ARTICLE 2.1.1. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 11.1.2 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES DU 14 DÉCEMBRE 2013**

L'article 11.1.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 est complété par les dispositions suivantes :

Le local de stockage de matières premières végétales (pommes de terre et autres légumes), identifié en tant que local C34 dans le dossier de demande d'enregistrement, respecte les prescriptions concernant la structure, la classe de matériau, les toitures et couvertures mais n'est pas isolé de la zone de process (identifiée en tant que zone B dans le dossier de demande d'enregistrement) ni par une distance d'au moins 10 mètres maintenue libre en permanence, ni par des parois, plafonds et planchers REI120.

#### **ARTICLE 2.1.2. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 11.1.2 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES DU 23 MARS 2012**

En lieu et place des dispositions de l'article 11.1.2 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Dispositions constructives

Les locaux à risque incendie visés à l'article 11.1.1 présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- ensemble de la structure a minima R. 15 ;
- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0 (Bs3d0 pour les locaux frigorifiques s'ils sont visés par le dernier alinéa de l'article 11.2) ;
- les toitures et couvertures de toiture satisfont la classe et l'indice BROOF (t3) ;
- ils sont isolés des autres locaux par une distance d'au moins 10 mètres ou par des parois, plafonds et planchers qui sont tous REI 120, à l'exception du local C34 dédié au stockage de matières premières (pommes de terre et autres légumes) ;
- toute communication avec un autre local se fait par une porte EI2 120 C munie d'un dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique.

#### **ARTICLE 2.1.3. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 11.2 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES DU 14 DÉCEMBRE 2013**

La disposition de l'article 11.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 précisant que « toute communication avec un autre local se fait par une porte EI2 30 C munie d'un dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique » est remplacée par la prescription suivante :

Toute communication avec un autre local se fait par une porte relevante automatique ou une porte va-et-vient, adaptée aux activités agro-alimentaires. Cette porte :

- est facilement lavable et résistante à la corrosion et à l'humidité ;
- permet une séparation efficace entre deux pièces ;
- permet de faciliter le passage des opérateurs entre les locaux, sans action « directe ».

#### **ARTICLE 2.1.4. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 11.2 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES DU 23 MARS 2012**

La disposition de l'article 11.2 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 précisant que « toute communication avec un autre local se fait par une porte EI2 30 C munie d'un dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique » est remplacée par la prescription suivante :

Toute communication avec un autre local se fait par une porte relevante automatique ou une porte va-et-vient, adaptée aux activités agro-alimentaires. Cette porte :



- est facilement lavable et résistante à la corrosion et à l'humidité ;
- permet une séparation efficace entre deux pièces ;
- permet de faciliter le passage des opérateurs entre les locaux, sans action « directe ».

#### **ARTICLE 2.1.5. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 13.1.II DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES DU 14 DÉCEMBRE 2013**

Les dispositions de l'article 13.1.II de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 sont complétées par les prescriptions suivantes :

Le local de charge n'est pas équipé de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC). Il dispose d'un extracteur d'air en façade Sud, assurant une évacuation mécanique des gaz et fumées (notamment l'hydrogène) dont le dimensionnement est cohérent au regard du volume du local. Ce dernier fonctionne en continu ou sur détection pendant les charges et fait l'objet d'une maintenance régulière.

Le local de charge est, en outre, doté d'une prise d'air basse dont la surface répond aux caractéristiques de l'extracteur.

#### **ARTICLE 2.1.6. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 13.1.II DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES DU 23 MARS 2012**

Les dispositions de l'article 13.1 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 sont complétées par les prescriptions suivantes :

Le local de charge n'est pas équipé de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC). Il dispose d'un extracteur d'air en façade, assurant une évacuation mécanique des gaz et fumées (notamment l'hydrogène) dont le dimensionnement est cohérent au regard du volume du local. Ce dernier fonctionne en continu ou sur détection pendant les charges et fait l'objet d'une maintenance régulière.

Le local de charge est, en outre, doté d'une prise d'air basse dont la surface répond aux caractéristiques de l'extracteur.

### **CHAPITRE 2.2. COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Pour la protection de l'environnement et la commodité du voisinage, les prescriptions générales applicables aux installations sont renforcées par celles des articles 2.2.1 à 2.2.3 ci-après.

#### **ARTICLE 2.2.1. « DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE »**

L'ensemble des zones de production et de stockage ainsi que le local de charge sont munis d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage, alimenté par une cuve de stockage d'eau d'un volume de 460 m<sup>3</sup>.

Ce dispositif est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

#### **ARTICLE 2.2.2. « PRÉVENTION DES NUISANCES OLFACTIVES »**

Les ouvrages suivants sont couverts et disposent d'un dispositif de désodorisation par charbon actif: stockage des eaux résiduaires industrielles issues de l'atelier salage/désalage, bassin tampon de la station de pré-traitement, flottateur et stockage des boues flottées.

En outre, l'exploitant organise la tenue annuelle d'une réunion de concertation avec les riverains afin d'évaluer l'efficacité des mesures prises pour lutter contre les nuisances olfactives et de proposer des mesures complémentaires en cas de nuisances persistantes, dans un processus d'amélioration continue.

**ARTICLE 2.2.3. « PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES – COLLECTE ET REJET DES EFFLUENTS INDUSTRIELS »**

Les eaux résiduaires industrielles sont acheminées, par le biais d'une canalisation dédiée, et rejetées dans la station d'épuration urbaine de Brax, après une étape de pré-traitement. Cette dernière comprend une injection, à débit régulé, des eaux usées salées dans les autres effluents industriels afin de contrôler, par mélange, la concentration en chlorures des effluents subissant le pré-traitement.

Le raccordement sus-mentionné, point unique de rejet des effluents industriels, fait l'objet d'une convention passée entre l'exploitant, le propriétaire des ouvrages d'assainissement et l'exploitant du service d'assainissement. Cette convention fixe les concentrations et flux des polluants des effluents déversés, qui ne pourront en aucun cas présenter des valeurs supérieures à celles prescrites par les arrêtés mentionnés à l'article 1.5.1 du présent arrêté.

### TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

#### ARTICLE 3.1.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### ARTICLE 3.1.2. INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté d'enregistrement ou de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.512-46-11 ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### ARTICLE 3.1.3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (ARTICLE L.514-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

En application de l'article L.514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente, le tribunal administratif de Bordeaux. Celui-ci peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) » :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### ARTICLE 3.1.4. EXÉCUTION – COPIE

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Lot-et-Garonne, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de Sainte-Colombe-en-Bruilhois et les officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant.

Agén, le

24 AVR. 2026

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Cédric BOUET